Les régimes totalitaires : cours d’histoire terminale à télécharger en PDF

Cours d’histoire – Terminale

Ce cours d’histoire de terminale sur « Les régimes totalitaires » fait partie du thème « Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945) ». Tu y trouves d’abord la leçon complète, avec ses documents, ses cartes et ses définitions, puis l’essentiel à retenir. Ensuite, entraîne-toi avec les exercices du chapitre, teste-toi avec le QCM et prépare l’évaluation avec le contrôle.

Problématique : Comment les régimes fasciste, stalinien et nazi s'imposent-ils entre 1922 et 1939, quelles sont leurs caractéristiques communes et quelles sont leurs différences ?

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, partout en Allemagne, en Autriche et dans les Sudètes, des synagogues brûlent, on brise les vitrines des magasins juifs et on arrête des dizaines de milliers d'hommes. C'est la « Nuit de cristal ». Quelques jours plus tard, le 17 novembre, l'Italie de Mussolini complète ses lois raciales. Au même moment, en URSS, la « Grande Terreur » s'achève après avoir fait des centaines de milliers de victimes. Ces trois pays n'ont pas la même idéologie, mais ils ont en commun d'avoir supprimé la démocratie, de réprimer toute opposition et de vouloir contrôler l'ensemble de la vie des individus. Ce sont des régimes totalitaires.

Problématique : comment les régimes fasciste, stalinien et nazi s'imposent-ils entre 1922 et 1939, quelles sont leurs caractéristiques communes, et quelles sont leurs différences ?

1. Les régimes totalitaires : naissance et caractères

Un contexte de crise de la démocratie

Ces régimes naissent dans l'Europe de l'entre-deux-guerres. La Première Guerre mondiale a ébranlé les sociétés. Elle a laissé des millions d'anciens combattants, des économies désorganisées et de profonds ressentiments. La révolution russe de 1917 inquiète les classes moyennes et possédantes dans toute l'Europe. En Italie et en Allemagne, la défaite ou une « victoire mutilée » nourrissent l'humiliation nationale. La crise de 1929 aggrave encore la situation, comme on l'a vu dans le chapitre précédent. Dans plusieurs pays, des mouvements proposent alors un pouvoir fort. Il promet l'ordre et la grandeur nationale en échange de la fin des libertés.

> **Définition : totalitarisme**
>
> Régime politique dans lequel un parti unique, dirigé par un chef, prétend contrôler la totalité de la société : l'État, l'économie, la culture, l'éducation et même la vie privée. Il s'appuie sur une idéologie officielle, sur la propagande, l'encadrement des masses et la terreur. Les adversaires de Mussolini emploient ce mot dès les années 1920, puis Mussolini lui-même. La philosophe Hannah Arendt en fait une notion centrale dans un ouvrage publié en 1951.

Des points communs

Malgré leurs différences, les trois régimes présentent des traits communs. Un **parti unique** contrôle l'État et la société. Un **chef** (Duce, Führer, secrétaire général du parti et « guide » Staline) fait l'objet d'un culte. Une **idéologie** impose une vision du monde. Une propagande massive, des organisations de jeunesse et de masse encadrent la population. Enfin, la **terreur** (police politique, camps, procès, exécutions) frappe les opposants réels ou supposés. Mais ils se distinguent par leur idéologie. Le fascisme exalte la nation et l'État, tandis que le nazisme fonde la communauté nationale sur la race et sur l'antisémitisme. Le communisme stalinien, lui, se réclame de la lutte des classes.

2. L'Italie fasciste de Mussolini

La conquête du pouvoir (1919-1925)

Benito Mussolini, ancien socialiste devenu nationaliste, fonde en mars 1919 à Milan les Faisceaux italiens de combat. Dans une Italie qui souffre de l'après-guerre (inflation, chômage, grèves ouvrières, désillusion devant les traités de paix), les « chemises noires » du fascisme attaquent les syndicats et les socialistes. Les fascistes créent le parti national fasciste en 1921. En octobre 1922, la « marche sur Rome » met en scène la menace d'un coup de force. Le roi Victor-Emmanuel III renonce à proclamer l'état de siège et nomme Mussolini président du Conseil le 30 octobre 1922. Il s'agit donc d'une arrivée au pouvoir par la voie légale, appuyée sur la violence.

Le régime devient ensuite une dictature. En juin 1924, des fascistes assassinent le député socialiste Giacomo Matteotti, qui dénonçait les violences et les fraudes électorales. Le 3 janvier 1925, dans un discours à la Chambre, Mussolini assume la responsabilité politique des événements. Il annonce qu'il va faire taire l'opposition. Les lois dites « fascistissimes » de 1925-1926 suppriment la liberté de la presse, dissolvent les partis autres que le parti fasciste. Elles créent aussi un tribunal spécial et une police secrète.

Benito Mussolini entouré de quatre hommes que la notice identifie comme les quadrumvirs de la marche sur Rome, avec des chemises noires au second plan, peinture de propagande fasciste, entre-deux-guerres, reproduction (auteur non précisé). Silvio Galimberti, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons

Commentaire. Cette peinture de propagande montre le chef immense, debout au premier plan et le regard tourné vers le spectateur. Il est entouré à gauche de compagnons plus petits et suivi, à droite, de colonnes de chemises noires qui marchent. L'artiste cherche à présenter Mussolini comme un chef providentiel, porté par la foule des militants et par la marche sur Rome. C'est un exemple de culte du chef.

Un État qui veut tout contrôler

Le fascisme italien affirme que l'individu n'existe que dans l'État. Mussolini expose cette doctrine en 1932 dans le texte suivant.

Document 1 – Mussolini et la doctrine du fascisme (1932)

> Le libéralisme niait l'État dans l'intérêt de l'individu ; le fascisme réaffirme

> l'État comme la véritable réalité de l'individu […] En effet, pour le fasciste, tout est dans l'État, et rien d'humain ni de spirituel n'existe et a fortiori n'a de valeur, en dehors de l'État. En ce sens, le fascisme est totalitaire, et l'État fasciste, synthèse et unité de toute valeur, interprète, développe et domine toute la vie du peuple […] Ni individus, ni groupes (partis politiques, associations, syndicats, classes)

Benito Mussolini, La Doctrine du fascisme, 1932, chapitre I, paragraphes 7 et 8 (traduction de Charles Belin, Vallecchi, 1938 ; texte sur fr.wikisource.org).

*totalitaire : mot qui désigne un État qui prétend contrôler la totalité de la vie des individus.

Commentaire. Le texte oppose le libéralisme, qui « niait l'État dans l'intérêt de l'individu », au fascisme, qui « réaffirme l'État ». L'individu n'a de valeur qu'à l'intérieur de l'État. Il en tire une conclusion nette : « le fascisme est totalitaire ». L'État doit « dominer toute la vie du peuple ». De plus, il n'y a place « ni pour les individus, ni pour les groupes » en dehors de lui : ni partis, ni syndicats indépendants. L'auteur revendique donc lui-même le mot « totalitaire ».

Le régime encadre la société : jeunesse (Opera nazionale Balilla), loisirs (Dopolavoro), syndicats et employeurs réunis dans des « corporations ». Les accords du Latran (11 février 1929) réconcilient le régime avec le Saint-Siège et lui donnent un appui moral dans la population catholique. Le régime pratique une politique impériale : guerre d'Éthiopie (1935-1936), proclamation de l'empire (mai 1936), alliance avec l'Allemagne (axe Rome-Berlin, 1936). En 1938, il se dote de lois raciales qui excluent les Juifs de la vie publique, des écoles et de nombreuses professions. Mais le roi et l'Église subsistent, ce qui conduit certains historiens à parler d'un totalitarisme « imparfait ». Mussolini tombe le 25 juillet 1943.

3. L'URSS de Staline

Le pouvoir d'un seul homme

Après la mort de Lénine (janvier 1924), Joseph Staline, secrétaire général du Parti communiste depuis 1922, écarte peu à peu ses rivaux. Ainsi, il exclut Trotski du parti, puis l'expulse d'URSS en 1929. Le parti communiste, seul parti autorisé, contrôle tous les rouages de l'État et de la société, comme l'affirme la Constitution de 1936. Un culte de la personnalité entoure Staline, présenté dans les affiches comme le continuateur de Marx, d'Engels et de Lénine.

Gustav Klucis, « Plus haut le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Staline ! », affiche de propagande soviétique, photomontage, 1933 (photographie de l'affiche exposée dans un musée).

Commentaire. Cette affiche de Gustav Klucis, réalisée en photomontage, aligne les portraits de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline sur des drapeaux rouges. Ces portraits dominent une foule et des scènes de lutte. Le titre (« Plus haut le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Staline ! ») place Staline dans la lignée des fondateurs du communisme. La propagande affirme que lui seul continue leur œuvre.

Industrialisation, collectivisation et famine

À partir de 1928-1929, Staline met fin à la Nouvelle Politique économique et lance les plans

quinquennaux. Ceux-ci visent à industrialiser l'URSS à marche forcée. Il en justifie le rythme dans un discours de 1931.

Document 2 – Staline, discours aux dirigeants de l'industrie (4 février 1931)

> Ralentir le rythme, ce serait prendre du retard. Et les retardataires sont battus. Mais nous ne voulons pas être battus. Non, nous ne le voulons pas ! L'histoire de l'ancienne Russie fut, entre autres, d'être continuellement battue pour son retard. [...] Nous avons 50 à 100 ans de retard sur les pays avancés. Nous devons parcourir cette distance en dix ans. Ou bien nous y parviendrons, ou bien nous serons écrasés.

Joseph Staline, « Sur les tâches des dirigeants de l'économie », discours à la première conférence des cadres de l'industrie socialiste, Moscou, 4 février 1931, Œuvres, t. 13, p. 37-38 (traduction du russe ; texte original sur marxists.org/russkij/stalin/t13/t13_06.htm).

Commentaire. Staline justifie la rapidité de l'industrialisation par l'histoire. La Russie aurait été « battue » à chaque époque à cause de son retard. Il fixe un délai de dix ans pour combler un retard de « 50 à 100 ans ». Il présente l'alternative comme absolue (« ou bien nous y parviendrons, ou bien nous serons écrasés »). Cette urgence sert à imposer des objectifs très élevés et à désigner ceux qui n'y parviennent pas comme des ennemis. L'industrie soviétique se développe, mais à un coût humain élevé.

Dans les campagnes, la collectivisation forcée (1929-1930) regroupe les paysans dans des kolkhozes ; la « dékoulakisation » déporte ou exécute les « koulaks », les paysans jugés aisés. Les prélèvements de grain et la désorganisation de l'agriculture provoquent la grande famine de 1932-1933, qui touche surtout l'Ukraine, le Kazakhstan et la Russie du Sud. Elle fait entre 5,5 et 6,5 millions de morts selon une estimation. Le **Goulag** (l'administration des camps de travail forcé) se développe.

Définition : Goulag

Mot formé des initiales de l'administration principale des camps (en russe) créée en 1930. Il désigne le système soviétique de camps de travail forcé où l'on envoie des condamnés de droit commun et des prisonniers politiques, et par extension l'ensemble des camps. Il sert à la fois à punir, à terroriser et à fournir de la main-d'œuvre pour les grands chantiers.

La Grande Terreur (1936-1938)

L'assassinat de Kirov, dirigeant du parti à Leningrad (1er décembre 1934), sert de prétexte à une répression qui s'amplifie. Les procès de Moscou (août 1936, janvier 1937, mars 1938) condamnent à mort d'anciens compagnons de Lénine, accusés d'avoir comploté avec l'étranger. Ils s'appuient sur des aveux obtenus par la torture. La répression décapite l'état-major de l'Armée rouge à partir de juin 1937.

À partir de l'été 1937, l'ordre n° 00447 de la police politique (NKVD) fixe des quotas d'arrestations et d'exécutions dans toutes les régions. La police arrête des cadres du parti, des

ingénieurs, des paysans, des membres de minorités nationales, et les condamne souvent en quelques minutes. Selon les chiffres officiels des archives soviétiques, le NKVD exécute 681 692 personnes en 1937 et 1938. La Terreur s'interrompt à la fin de 1938 (décret du 17 novembre 1938) après le remplacement du chef du NKVD, Iejov, par Beria.

Définition : culte de la personnalité

Glorification systématique d'un chef politique, présenté comme infaillible et comme le père du peuple, à travers l'affichage, le cinéma, la presse, les statues et les cérémonies. Le culte de Staline, comme celui de Mussolini ou de Hitler, remplace la discussion politique par l'obéissance.

Document 3 – La Constitution de l'URSS (5 décembre 1936)

> Art. 126. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de développer l'initiative des masses populaires en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de l'URSS de s'associer en organisations sociales : syndicats professionnels, unions coopératives, organisations de la jeunesse, organisations sportives et de défense, sociétés culturelles, techniques et scientifiques, alors que les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le Parti communiste de l'URSS, qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant sociales que d'Etat.
>
> Art. 127. — L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'URSS. Nul ne peut être mis en état d'arrestation, autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

Constitution de l'URSS adoptée le 5 décembre 1936, articles 126 et 127 (traduction française ; texte sur fr.wikisource.org).

Commentaire. On présente la Constitution de 1936 comme « la plus démocratique du monde ». L'article 127 garantit l'inviolabilité de la personne et n'autorise l'arrestation que sur décision d'un tribunal ou du procureur. Mais l'article 126 réserve au parti communiste le rôle d'« avant-garde » et de « noyau dirigeant de toutes les organisations ». En 1937-1938, l'écart est total entre le texte et la pratique. Le NKVD arrête sans contrôle judiciaire, et le parti est seul à décider.

4. L'Allemagne nazie de Hitler

De la chancellerie à la dictature (1933-1934)

Le président Hindenburg nomme chancelier Adolf Hitler, chef du parti nazi (NSDAP), le 30 janvier 1933, à la tête d'un gouvernement de coalition. En quelques semaines, il élimine la

démocratie par des moyens en partie légaux. L'incendie du Reichstag, dans la nuit du 27 au 28 février 1933, lui sert de prétexte. Un décret du président du Reich supprime les libertés individuelles. Aux élections du 5 mars, le parti nazi obtient 43,9 % des voix, sans atteindre la majorité absolue. Le 24 mars 1933, le Reichstag vote une loi qui donne tous les pouvoirs au gouvernement.



Le Reichstag après l'incendie des 27-28 février 1933, Berlin, photographie, Bundesarchiv (Bild 146-1977-148-19A). Unknown authorUnknown author, CC BY-SA 3.0 de, via Wikimedia Commons

Document 4 – Le décret du 28 février 1933

> En vertu de l'article 48, alinéa 2, de la Constitution du Reich, il est décrété ce qui suit, pour repousser les actes de violence communistes qui menacent l'État :
>
> Les articles 114, 115, 117, 118, 123, 124 et 153 de la Constitution du Reich sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Des restrictions à la liberté personnelle, au droit à la libre expression de l'opinion, y compris la liberté de la presse, au droit d'association et de réunion, des atteintes au secret des lettres, de la poste, du télégraphe et du téléphone, des ordres de perquisition et de saisie ainsi que des restrictions à la propriété sont donc permis, même en dehors des limites légales fixées jusqu'ici.

Décret du président du Reich pour la protection du peuple et de l'État, 28 février 1933, Reichsgesetzblatt 1933, I, n° 17, p. 83, art. 1 (traduction de l'allemand ; texte original sur de.wikisource.org).

Commentaire. Ce texte suspend les droits qui protègent le citoyen : liberté de la presse, d'association et de réunion, secret de la correspondance, inviolabilité du domicile. Il dit agir « pour repousser les actes de violence communistes qui menacent l'État ». Le danger désigné sert de justification à une restriction générale et sans limite de durée (« jusqu'à nouvel ordre »). Ce décret reste en vigueur pendant toute la durée du régime.

À partir de là, tout va très vite. Les premiers camps de concentration, dont Dachau (mars 1933), reçoivent les opposants. Le régime dissout les syndicats (2 mai 1933) et les partis. Le parti nazi devient alors parti unique en juillet 1933. La « mise au pas » (Gleichschaltung) soumet les Länder, la justice, la presse, l'enseignement et les associations. Le 30 juin 1934, la « Nuit des Longs Couteaux » élimine les chefs de la SA et des opposants. À la mort de Hindenburg (2 août 1934), Hitler réunit les fonctions de chancelier et de président. Il devient le Führer.

Une société encadrée, une communauté « raciale »

Le régime encadre la jeunesse (Jeunesses hitlériennes), organise la propagande sous la direction de Goebbels (radio, cinéma, grands rassemblements de Nuremberg, autodafés de livres en mai 1933). Il surveille aussi la population avec la Gestapo et la SS de Himmler. L'idéologie nazie affirme l'existence de « races » inégales et d'une « communauté du peuple » allemande qui doit rester « pure ». Elle fait des Juifs l'ennemi absolu. Le régime réarme l'Allemagne et fait baisser le chômage, mais en préparant la guerre, avec le plan de quatre ans

lancé en 1936.

La persécution des Juifs avant la guerre

La persécution commence dès 1933 : le boycott des commerces juifs du 1er avril 1933, l'exclusion des fonctionnaires juifs, puis les lois de Nuremberg (15 septembre 1935).

Document 5 – Les lois de Nuremberg (15 septembre 1935)

> Pénétré de la conviction que la pureté du sang allemand est la condition de la survie du peuple allemand, et animé de la volonté inflexible d'assurer l'avenir de la nation allemande, le Reichstag a voté à l'unanimité la loi suivante, qui est promulguée :
>
> Les mariages entre Juifs et ressortissants de sang allemand ou apparenté sont interdits. […] Les relations extra-conjugales entre Juifs et ressortissants de sang allemand ou apparenté sont interdites.
>
> (Loi sur la citoyenneté du Reich, § 2) Seul est citoyen du Reich le ressortissant de sang allemand ou apparenté qui prouve par sa conduite qu'il veut et qu'il est apte à servir fidèlement le peuple et le Reich allemands.

Loi pour la protection du sang allemand et de l'honneur allemand, préambule, § 1 et § 2, et loi sur la citoyenneté du Reich, § 2, 15 septembre 1935, Reichsgesetzblatt 1935, I, n° 100, p. 1146-1147 (traduction de l'allemand ; textes originaux sur de.wikisource.org).

Commentaire. Le texte supprime l'égalité devant la loi : « Seul est citoyen du Reich » celui qui est « de sang allemand ou apparenté ». Cela exclut les Juifs de la citoyenneté. La loi interdit le mariage et les relations avec les Juifs au nom d'une idéologie de la « pureté du sang ». Elle fait de l'appartenance à un groupe défini par la naissance un fondement du droit.

Le 9 novembre 1938, après l'assassinat à Paris du diplomate allemand Ernst vom Rath par un jeune Juif, Herschel Grynszpan, les dirigeants nazis déclenchent un pogrom dans tout le Reich. Les SA et les Jeunesses hitlériennes détruisent des synagogues et des commerces. Ils arrêtent plus de 30 000 hommes juifs et les envoient dans les camps de Dachau, de Buchenwald et de Sachsenhausen. Le régime impose ensuite aux Juifs d'Allemagne une amende collective d'un milliard de reichsmarks et poursuit l'expulsion de la vie économique.

La synagogue de la Börneplatz en flammes, Francfort-sur-le-Main, 10 novembre 1938, photographie. No artist listed on archive website., CC BY 4.0, via Wikimedia Commons

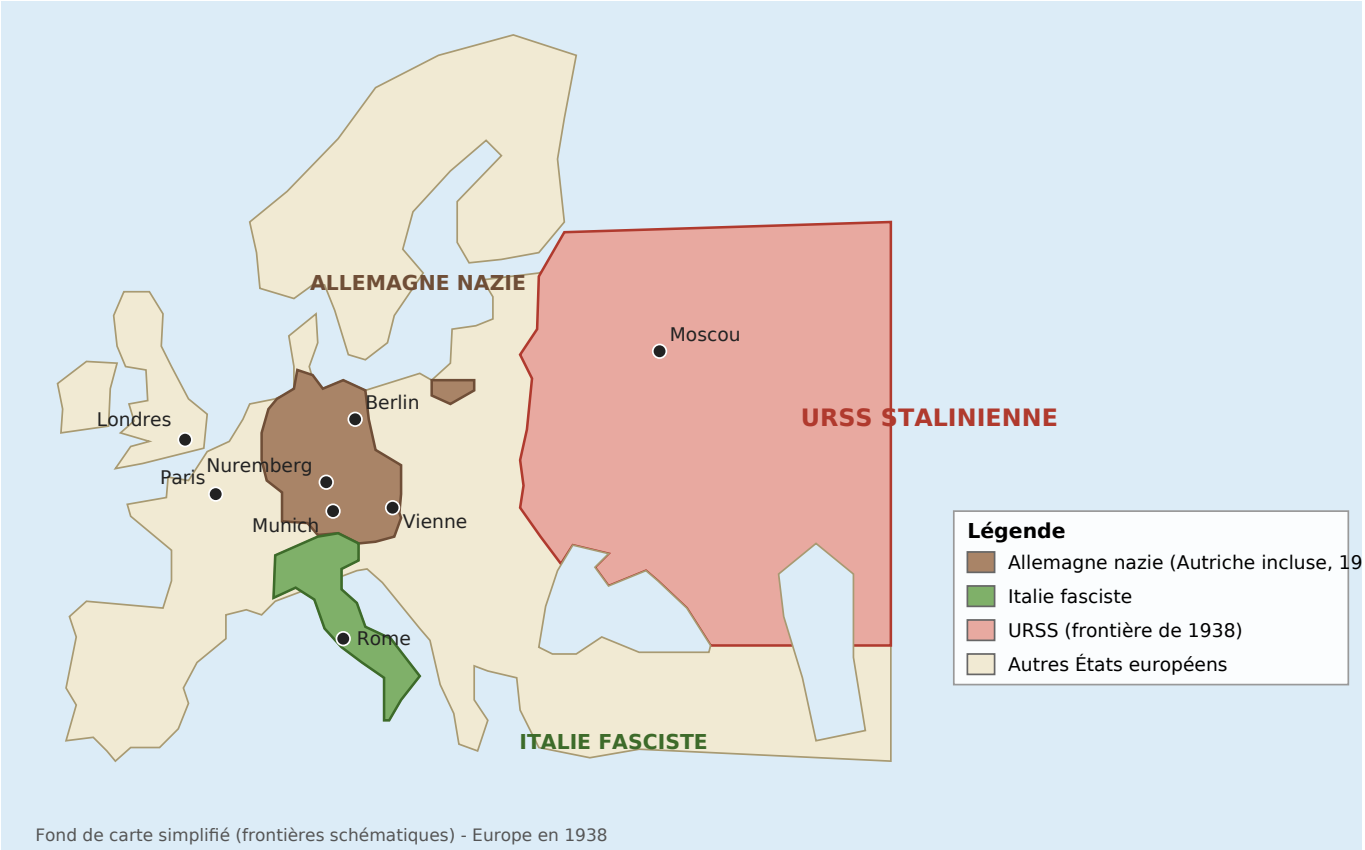
Document 6 – Les instructions de Heydrich (10 novembre 1938)

> […] Des manifestations contre les Juifs sont à attendre dans toutes les parties du Reich au cours de la nuit qui vient, du 9 au 10 novembre 1938. […] On ne prendra que des mesures qui ne mettent pas en danger des vies ou des biens allemands (par exemple, on ne brûlera les synagogues que s'il

> n'y a aucun risque d'incendie pour les bâtiments voisins). […] Les locaux commerciaux et les logements appartenant à des Juifs peuvent être détruits, mais non pillés. […] La police n'empêchera pas les manifestations ; elle se bornera à contrôler le respect de ces consignes. […] On arrêtera autant de Juifs que les prisons existantes peuvent en accueillir, dans tous les districts, en particulier les riches. Pour l'instant, on n'arrêtera que des hommes juifs en bonne santé et pas trop âgés.

Télégramme de Reinhard Heydrich aux services de la police d'État, Munich, 10 novembre 1938, 1 h 20 (document PS-3051 du procès de Nuremberg ; traduction de l'anglais publiée dans Documents on the Holocaust, Yad Vashem, 1981, doc. 49, reproduite sur jewishvirtuallibrary.org/kristallnacht-order).

Commentaire. Le télégramme du chef de la police de sûreté montre que la « Nuit de cristal » n'est pas un « mouvement spontané ». Les ordres viennent d'en haut, pour que la police laisse faire (« les manifestations ne doivent pas être empêchées par la police »). Elle protège les biens non juifs et arrête les hommes juifs, surtout les plus riches. Les mots sont froids et administratifs ; c'est la violence d'État organisée.



Carte schématique : les trois régimes totalitaires en Europe en 1938.

5. Comparer les régimes

Les trois régimes ont en commun un parti unique, un chef, une idéologie et la terreur. Pour ces raisons, on les appelle totalitaires. Mais les différences sont importantes. Le fascisme italien exalte l'État et la nation, laisse subsister la monarchie et l'Église, et pratique une répression moins massive. Le régime stalinien vise une transformation de la société au nom de la lutte des classes.

Il s'appuie sur une économie entièrement planifiée et sur la terreur qui frappe aussi les dirigeants du parti. Le nazisme se distingue par le racisme biologique et par l'antisémitisme, qui deviendra la base d'un projet d'extermination pendant la guerre. Le mot « totalitarisme » a l'avantage de souligner ce que ces régimes ont de commun, mais il peut cacher ces différences. Les historiens discutent donc de son usage.

- **Octobre 1922** Marche sur Rome ; Mussolini président du Conseil
- **3 janvier 1925** Mussolini annonce la fin de l'opposition
- **1928-1929** Premier plan quinquennal et début de la collectivisation en URSS
- **30 janvier 1933** Hitler chancelier ; **28 février** décret après l'incendie du Reichstag
- **24 mars 1933** Loi des pleins pouvoirs
- **15 septembre 1935** Lois de Nuremberg
- **1936-1938** Grande Terreur en URSS (procès de Moscou, ordre 00447)
- **9-10 novembre 1938** Nuit de cristal

À retenir

- Un régime totalitaire repose sur un parti unique, un chef adulé, une idéologie officielle, une propagande de masse, l'encadrement de la société et la terreur.
- Mussolini arrive au pouvoir légalement en 1922 mais établit une dictature en 1925-1926 ; le fascisme exalte l'État.
- Staline concentre le pouvoir, impose l'industrialisation et la collectivisation, puis la Grande Terreur de 1936-1938.
- Hitler, chancelier en janvier 1933, supprime la démocratie en quelques mois, persécute les Juifs (lois de Nuremberg, Nuit de cristal) et prépare la guerre.